

REVUE DE PRESSE

Qualité environnementale du cadre bâti



N°2 - 22 octobre au 18 novembre 2018

SOMMAIRE

L'actu des régions en bref	p. 1
Législation - Réglementation	p. 1
Normes - Labels - Démarches	p. 2
Matériaux - Produits - Techniques	p. 3
Outils - Méthodologies	p. 3 à 4
Économie - Incitations financières	p. 4
Immobilier	p. 4 à 5
Éducation - Formation - Documentation	p. 6
Réalisations	-
Professionnels - Entreprises	p. 6 à 8
Filières - Prestataires	p. 8 à 9
Bâtiment - Énergie	p. 9 à 10
Santé - Hygiène - Sécurité	p. 11
Autres thèmes	p. 11 à 12

/// L'ACTU DES RÉGIONS EN BREF ///

France - 5^{ème} édition du OFF du DD : l'appel à projets est ouvert jusqu'au 31 décembre 2018 !

> www.leoffdd.fr

France - Détermination des coefficients Cep_{max} , $Bbio_{max}$ et des niveaux d'exigence Effinergie+ et Bepos-Effinergie : une nouvelle version de l'outil RT 2012 développé par Bourgogne Bâtiment Durable et Tribu-Energie est disponible

> www.bourgogne-batiment-durable.fr/actualites/actualites-publiques/actualite-publique/article/calculer-les-coefficients-bbiomax-et-cepmax-de-la-rt-2012.html

/// SOMMAIRE ///

/// LÉGISLATION - RÉGLEMENTATION ///

Une ordonnance visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation a été publiée au Journal officiel - 7 novembre 2018

Cette ordonnance permet aux constructeurs de proposer des solutions innovantes, différentes de celles résultant de l'application de la réglementation, en vue de faciliter les travaux de construction, en maîtrisant les coûts et les délais, tout en garantissant un niveau de qualité équivalent aux usagers.

Elle s'inscrit dans le cadre de la loi Essoc pour un Etat au service d'une société de confiance et dans le prolongement de l'expérimentation relative au « permis de faire » introduite par la loi relative à la Liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine.

Une deuxième ordonnance permettra par la suite de réécrire le Code de la construction à horizon 2020 « *en y inscrivant les résultats à atteindre en plus des moyens d'y parvenir* ».

Source :

> http://veille.infometiers.org/dossier_filiere/batiment/actualite/realisation-des-projets-de-construction-et-dinnovation-ordonnance.html

E+C- : lancement du 2^{ème} appel à projets pour les bailleurs sociaux - 12 novembre 2018

Pour préparer la prochaine réglementation environnementale des bâtiments neufs dans les meilleures conditions, l'Etat, l'Union sociale pour l'habitat et la Caisse des dépôts ont décidé de mettre en place un dispositif d'aide financière à destination des organismes de logement social s'engageant activement dans l'expérimentation.

Cet appel à projets, ouvert aux opérations de construction de logement social ayant reçu un agrément par l'Etat ou la collectivité délégataire des aides à la pierre et qui sont à financer par un prêt distribué par la Caisse des dépôts, doit permettre de sélectionner sur des critères techniques et financiers des opérations s'engageant dans une labellisation E+C-.

Les projets devront prioritairement concerner des logements familiaux en collectif ou des logements individuels, exceptionnellement des logements-foyers et des logements étudiants.

Les candidatures seront analysées au fur et à mesure des dépôts, par ordre d'arrivée et jusqu'à épuisement de l'enveloppe globale de 13 millions d'euros.

L'appel à projet est ouvert jusqu'au 30 juin 2019.

Source :

> www.envirobat-oc.fr/2e-appel-a-projet-E-C-pour-les-bailleurs-sociaux

/// SOMMAIRE ///

/// NORMES - LABELS - DEMARCHES ///

Le label BBCA Rénovation est entré en vigueur le 15 octobre dernier - Octobre 2018

Disponible depuis le 15 octobre dernier, le label BBCA Rénovation est délivré par Prestaterre. Le label propose une méthodologie d'évaluation de l'empreinte carbone adaptée à une opération de réhabilitation.

Il valorise les bâtiments qui font de réels efforts de limitation de leurs émissions globales de gaz à effet de serre, tant sur la phase exploitation que construction. Le label s'applique aux bâtiments tertiaires de bureau et aux logements collectifs.

Source :

> www.batimentbas carbone.org/renovation-bas-carbone/

Plus de 900 000 logements, soit près de 71 000 opérations, sont concernées par un des huit labels Effinergie - 26 octobre 2018

Selon le tableau de bord du 3^{ème} trimestre 2018 des labels Effinergie publié par l'Observatoire BBC, le nombre de logements rénovés à basse consommation a doublé sur la période 2017-2018 pour atteindre 30 000 logements par an. Dans le secteur tertiaire, 3,45 millions de m² sont en cours de rénovation basse consommation en France.

S'agissant de la construction, les labels Effinergie 2017 poursuivent leur déploiement avec plus de 1 500 logements et 550 000 m² de S_{RT} dans le secteur tertiaire. Enfin, le label Bepos Effinergie regroupe plus de 200 opérations dans le résidentiel et le tertiaire.

Source :

> www.observatoirebbc.org/statistiques/tableaux-de-bord

En 2017, plus de 118 000 logements ont été engagés dans la nouvelle offre NF Habitat - NF Habitat HQE, dont plus de la moitié en HQE - Novembre 2018

C'est ce que révèle Qualitel dans la dernière édition des Observatoires des certifications 2017. En termes de répartition géographique des demandes, l'activité se concentre principalement sur quelques régions historiques : Île-de-France (72%), Lorraine (56%), Midi-Pyrénées (48%), Picardie (45%), Nord-Pas-de-Calais et Provence-Alpes-Côte d'Azur. 76 000 logements ont, de leur côté, été certifiés en 2017 : 54 000 Qualitel et/ou Habitat & Environnement, 21 000 NF Habitat - NF Habitat HQE.

En matière de rénovation, l'activité de certification enregistre une hausse de 57%, avec près de 27 000 logements en demande de certification en 2017. Les demandes portent principalement sur la rénovation du parc social. Les premières opérations de rénovation certifiées NF Habitat - NF Habitat HQE représentant près de 2 300 logements au total.

Enfin, en exploitation, cinq bailleurs sont titulaires de la marque NF Habitat - NF Habitat HQE, avec plus de 6 000 logements gérés. En copropriété, sept syndicats ont obtenu le droit d'usage et deux copropriétés sont d'ores et déjà engagées dans cette certification.

Source :

> www.qualite-logement.org/actualites/les-actualites/qualitel-publie-les-observatoires-des-certifications-2017.html

L'association Promotelec fait évoluer son label Rénovation Responsable - 15 novembre 2018

Dès 2019, le label Rénovation Responsable proposé par Promotelec intégrera, outre les aspects « Énergie » et « Carbone », l'aspect « Confort d'usage ».

Cet élargissement portera sur des notions sociétales liées à l'âge, à la mobilité des personnes ou à l'évolution des noyaux familiaux, et ce, notamment afin de tenir compte du maintien à domicile et de l'évolution des besoins des occupants.

Source :

> www.batiactu.com/edito/promotelec-fait-evoluer-son-label-renovation-responsable-54637.php

/// SOMMAIRE ///

/// MATERIAUX - PRODUITS - TECHNIQUES ///

Confort d'été : des chercheurs américains ont mis au point un revêtement révolutionnaire qui maintient les murs plus frais de 6°C que l'air ambiant en pleine canicule - 21 octobre 2018

Pour renvoyer le maximum de rayonnement solaire, la solution traditionnelle dans les pays méditerranéens est de peindre en blanc les bâtiments. Cela est assez efficace pour la lumière visible mais beaucoup moins pour les rayonnements UV et du proche infra-rouge qui réchauffent aussi les édifices. Les chercheurs de l'Université Columbia de New York ont donc trouvé une méthode qui, en piégeant des bulles d'air dans un polymère, le rend capable de réfléchir pratiquement tout le rayonnement solaire. Ce polymère, qui peut s'appliquer comme une peinture sur la plupart des surfaces, est recyclable et s'avère résistant aux intempéries. La simplicité de ce revêtement le rend en outre beaucoup moins cher à fabriquer que les autres revêtements en cours de développement. Reste à savoir toutefois comment ce matériau très poreux vieillira, notamment avec les poussières de l'air qui vont s'y incruster.

Source :

> www.sciencesetavenir.fr/fondamental/materiaux/peinture-ultra-reflechissante-pour-rafraichir-les-batiments_128726

Programme d'investissements d'avenir : l'ADEME publie le bilan « Bâtiment » - Novembre 2018

Ce document présente le bilan de la thématique « Bâtiment » du Programme d'investissements d'avenir opéré par l'ADEME depuis 2010 dont des projets innovants, avec leur répartition régionale, financés dans différents domaines : bois construction, bâtiment à énergie positive, réhabilitation durable, etc. Plus de 50 projets portés par des PME ou de grands consortiums lauréats des appels à projets lancés par l'ADEME sont ainsi illustrés.

Source :

> www.ademe.fr/bilan-thematique-batiment-edition-2018

A télécharger :

> « Programme d'investissements d'avenir : bilan de la thématique Bâtiment » :
www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/bilan-pia-batiment-201811-v2.pdf

L'ADEME publie un guide pratique « Electricité solaire : mener à bien un projet photovoltaïque » - Novembre 2018

Ce document permet aux particuliers de s'informer sur les techniques et matériels disponibles, les solutions appropriées à leur situation, les aides, les démarches à entreprendre pour mener à bien un projet photovoltaïque.

Source :

> www.ademe.fr/electricite-solaire-l

A télécharger :

> « Electricité solaire : mener à bien un projet photovoltaïque » :
www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/guide-pratique-electricite-solaire.pdf

/// SOMMAIRE ///

/// OUTILS - METHODOLOGIES ///

L'Institut pour la ville durable et le réseau Vivapolis lancent le portail « France Ville Durable » - Octobre 2018

Le portail des ressources et projets exemplaires sur la ville durable « France Ville Durable » a pour objectif la promotion du savoir-faire des acteurs français et la diffusion de bonnes pratiques et de retours d'expériences en matière de ville durable. Plateforme collaborative, ce portail référence les projets et ressources existantes à partir des 17 objectifs de développement durable (ODD) fixés par l'ONU.

Source :

> www.villedurable.fr/fr

ACERMI lance un nouveau mode de recherche sur son site internet www.acermi.com afin de permettre aux utilisateurs d'identifier rapidement un produit certifié ACERMI en fonction de son usage final. Ce nouvel outil web croise 29 familles d'isolants certifiés avec 32 usages différents. Afin de permettre aux acteurs d'identifier facilement un isolant parmi les plus de 800 références aujourd'hui certifiées, le site possède un moteur de recherche multicritères combinant différentes options de filtrage : par mot-clé, par nom de produit, par fabricant ou par résistance thermique.

Source :

> <https://batijournal.com/rechercher-un-isolant-certifie-acermi/100637>

/// SOMMAIRE ///

/// ECONOMIE - INCITATIONS FINANCIÈRES ///

Chèque énergie : l'ANIL publie un dépliant d'information - Septembre 2018

L'objectif : répondre aux différentes questions que peuvent se poser les particuliers sur ce dispositif. Au sommaire : qu'est-ce que le chèque énergie ? Pour régler quelles dépenses ? Quelles sont les protections associées ? Qui peut en bénéficier ? Comment l'utiliser ?

Source :

> www.precaire-energie.org/Depliant-Le-cheque-energie.html

A télécharger :

> « Le chèque énergie » : www.anil.org/fileadmin/ANIL/Editions_grand_public/le_cheque_energie.pdf

L'Assemblée nationale a adopté un nouveau dispositif d'aide fiscale destiné à améliorer la rénovation de l'habitat ancien et dégradé dans les centres-villes - 12 octobre 2018

Seront éligibles, les acquisitions de logements anciens faisant l'objet de travaux d'amélioration, qui devront représenter au moins 25% du coût total de l'opération dans les territoires connaissant une dégradation importante de l'habitat. L'acquéreur devra également s'engager à louer le bien ainsi rénové « pour une durée comprise entre 6 et 12 ans ». A ces conditions, la réduction d'impôt pourra représenter jusqu'à 21% du montant total.

Cette mesure s'appliquera dans les logements situés dans des communes dont le besoin de réhabilitation de l'habitat en centre-ville est « particulièrement marqué » et dans les communes s'inscrivant dans un projet global de territoire. Ces communes signeront une convention d'opération de revitalisation du territoire, prévue par la loi portant sur l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (Elan).

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/Renovation-logements-aide-fiscale-32361.php4

/// SOMMAIRE ///

/// IMMOBILIER ///

Marché de l'immobilier ancien : le volume de ventes reste à un niveau élevé - 22 octobre 2018

Selon les Notaires de France, 950 000 ventes ont été réalisées lors des douze derniers mois à fin juillet 2018. Deux raisons expliquent notamment la bonne santé du marché : le flux de nouveaux crédits logements des ménages qui se maintient et une grande majorité de banques (85%) qui déclarent une stabilisation de la demande de crédits à l'habitat.

De leur côté, les prix de l'immobilier ancien continuent d'augmenter, mais de manière moins soutenue qu'au trimestre précédent (+0,5 après +1,1%). Sur un an, la hausse se poursuit également (+2,8%). Cette dernière est principalement tirée par les appartements (+3,3% contre +2,5% pour les maisons).

Source :

> www.batiactu.com/edito/immobilier-ancien-toujours-stable-a-un-niveau-eleve-54397.php

« Initiative Copropriétés » : la stratégie nationale d'intervention sur les copropriétés - 24 octobre 2018

Présentée début octobre par le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Cohésion des territoires, la stratégie nationale de rénovation des copropriétés dégradées, baptisée « Initiative Copropriétés », vise la résorption de 684 propriétés en difficulté (soit 56 000 logements). Dotée d'un budget de 2,74 milliards d'euros sur 10 ans, « Initiatives Copropriétés » comporte trois axes d'actions :

1. Recycler des copropriétés dégradées par la destruction de tout ou partie des immeubles en difficulté, puis par la reconstruction de nouveaux logements.
2. Redresser des copropriétés en difficulté en facilitant l'acquisition provisoire de logements par des opérateurs publics et en réalisant des travaux de rénovation y compris énergétique, en assainissant la gestion et le fonctionnement de la copropriété.
3. Prévenir l'émergence des difficultés pour les copropriétés qui présentent des fragilités avérées, afin de leur éviter d'entrer dans d'éventuels processus de dégradation.

Source :

> www.precaire-energie.org/Initiative-Coproprietes-la-strategie-nationale-d-intervention-sur-les.html

Au 3^{ème} trimestre 2018, le nombre de permis de construire continue sa chute (-10,2% par rapport à la même période l'année dernière) - 29 octobre 2018

Dans le détail, les principaux reculs concernent l'individuel pur et le logement collectif, avec respectivement -10,9% et -17,1%. Ces chiffres cachent toutefois les bons résultats de l'individuel groupé (+10,7%) et des logements en résidence (+20,5%). En glissement annuel, le nombre de permis de construire affiche un recul de 5,8%, à 470 000 unités.

Concernant les mises en chantier, seuls 85 100 logements ont été commencés au 3^{ème} trimestre 2018, soit une baisse de 7,9% par rapport à la même période l'année dernière. Tous les types de logements enregistrent un recul : 9,5% pour l'individuel pur, 8,5% dans le collectif, 6,3% pour les logements en résidence et 1,4% pour l'individuel groupé. Cependant, en glissement annuel, le nombre de logements commencés atteint 419 700 unités, soit une hausse de 1,6% par rapport à octobre 2016-septembre 2017.

Source :

> www.batiactu.com/edito/nombre-permis-construire-baisse-102--au-troisieme-trimestre-54468.php

En 2017, les appartements anciens d'étiquette énergie A-B se sont vendus en moyenne de 6 à 22% plus cher que les appartements d'étiquette D - 31 octobre 2018

C'est ce que révèle un nouveau rapport des Notaires de France sur la valeur verte des logements en France. Les maisons anciennes d'étiquette A-B se sont pour leur part vendues en moyenne de 6 à 14% plus cher que celles d'étiquette D. Sur l'individuel, la moins-value d'une mauvaise étiquette F-G est plus importante que la plus-value d'une bonne étiquette A-B, sauf en Île-de-France et en Auvergne-Rhône-Alpes. Sur le collectif, la moins-value d'une mauvaise étiquette F-G est moins importante que la plus-value d'une bonne étiquette A-B, sauf en Provence-Alpes-Côte d'Azur. La décote engendrée par une moins bonne étiquette (E-F-G) augmente avec l'ancienneté des maisons.

Source :

> www.planbatimentdurable.fr/nouvelle-etude-sur-la-valeur-verte-des-logements-a1315.html

A télécharger :

> « La valeur verte des logements en 2017 en France » : www.planbatimentdurable.fr/IMG/pdf/l_etude_complete.pdf

En octobre, les taux de crédits immobiliers se sont maintenus à 1,43% en moyenne - 6 novembre 2018

Dans le détail, les taux de crédits immobiliers étaient de 1,46% dans le neuf et 1,44% dans l'ancien en octobre. La durée moyenne des prêts se maintient à 225 mois en moyenne, 240 mois dans le neuf et 241 mois dans l'ancien.

Source :

> www.batiactu.com/edito/taux-credits-immobiliers-se-maintiennent-octobre-2018-54536.php

/// EDUCATION - FORMATION - DOCUMENTATION ///

Le CSTB publie un nouveau guide « Bardages rapportés » - 16 novembre 2018

Ce guide détaille et illustre les principes de mise en œuvre des éléments constituant un système de bardage rapporté. Il se compose de fiches illustrées, regroupées par étapes de mise en œuvre, qui détaillent : les opérations préalables à la mise en œuvre et la vérification du support ; la mise en œuvre des pattes de fixation, de l'ossature, de l'isolant et des parements ; la réalisation des points singuliers (arrêts, angles, joints, encadrement de baie, ...). Le guide met l'accent sur les critères de performances à satisfaire et sur les différentes vérifications à faire lors des autocontrôles de chantiers. Les exigences réglementaires en zones sismiques et la sécurité incendie sont également présentées.

Source :

> <https://batijournal.com/nouveaux-guides-bardages-rapportes-dans-la-collection-guides-detaills-et-points-singuliers-de-cstb-editions/100882>

/// SOMMAIRE ///

/// PROFESSIONNELS - ENTREPRISES ///

Vient de paraître : « La rénovation en Guyane - 12 enseignements à connaître » - Octobre 2018

La Guyane voit sa population augmenter très rapidement. Pour faire face à la pénurie de logements, la réhabilitation du parc existant - aux standards actuels - semble être une réponse pertinente. Ce rapport REX de l'AQC, élaboré en partenariat avec le Centre de ressources (association Aquaa), vise à faire un état des lieux des pratiques locales. Il a également pour ambition d'utiliser les retours d'expériences des premières rénovations performantes afin de progresser et de faciliter la réussite des futurs projets.

Source :

> www.qualiteconstruction.com/node/3377

A télécharger :

> « La rénovation en Guyane - 12 enseignements à connaître » :
www.qualiteconstruction.com/sites/default/files/2018-10/R-Rex-Rehabilitation-Guyane.pdf

La croissance dans l'artisanat du bâtiment ralentit au 3^{ème} trimestre 2018 - 25 octobre 2018

La CAPEB explique ce ralentissement par l'essoufflement de la construction neuve (+4% contre +6,5% au 2^{ème} trimestre 2018) et par la baisse des carnets de commandes pour les travaux d'amélioration énergétique des logements (1% contre 2,5% au 3^{ème} trimestre 2017). Pour la première fois depuis 8 ans, les travaux de performance énergétique enregistrent une croissance inférieure à l'activité d'entretien-rénovation.

Source :

> http://veille.infometiers.org/dossier_filiere/batiment/actualite/la-capeb-presente-les-indicateurs-du-batiment-pour-le-3eme-trimestre-2018.html

Vient de paraître : « Construction modulaire tridimensionnelle - 12 enseignements à connaître » - 18 octobre 2018

La construction modulaire tridimensionnelle entend proposer plus de garanties en termes de coûts, de délais et de qualité. Elle prend de l'envergure et est de plus en plus ambitieuse apportant avec elle son lot de nouvelles pratiques techniques et organisationnelles. Ce rapport REX de l'AQC, élaboré en partenariat avec Envirobat Occitanie, a pour objectif de faire connaître les points de vigilance et les bonnes pratiques observés dans les projets précurseurs afin de favoriser la réussite des futures opérations de construction modulaire tridimensionnelle.

Source :

> www.qualiteconstruction.com/node/3375

A télécharger :

> « Construction modulaire tridimensionnelle - 12 enseignements à connaître » :
www.qualiteconstruction.com/sites/default/files/2018-10/R-Rex-Construction-Modulaire-Tridimensionnelle.pdf

Le climat conjoncturel se dégrade à nouveau en octobre dans l'artisanat - 6 novembre 2018

Interrogés en octobre 2018, dans le cadre de l'enquête trimestrielle de conjoncture de l'Insee, les chefs d'entreprises artisanales du bâtiment sont nettement moins optimistes sur leur activité qu'en juillet dernier. Les anticipations d'emplois sont moins favorables. 49% des artisans du bâtiment déclarent avoir des difficultés de recrutement.

Source :

> http://veille.infometiers.org/dossier_filiere/batiment/actualite/degredation-du-climat-conjoncturel-dans-lartisanat-du-batiment-en-octobre-enquete-insee.html

Les TPE du bâtiment enregistrent une baisse de leur activité au 2^{ème} trimestre 2018 - 9 novembre 2018

Selon les chiffres avancés par l'Observatoire de la petite entreprise, le chiffre d'affaires des TPE du bâtiment régresse en moyenne de 3,5% par rapport au 2^{ème} trimestre 2017. Tous les corps de métiers sont concernés.

Parmi les segments d'activité les plus touchés, la plâtrerie, staff et décoration voient leurs activités chuter de 5,1%, suivie par le carrelage, faïence à -4,8%, la couverture et la maçonnerie dont le chiffre d'affaires baisse de 4,5%, et par la peinture de bâtiment, le terrassement ainsi que les travaux publics qui plongent de 4,4%.

Arrivent ensuite les TPE de menuiserie (-3%), de plomberie, chauffage, sanitaire (-2,3%) et d'électricité (-0,5%).

Source :

> www.batiactu.com/edito/baisse-activites-tpe-batiment-au-deuxieme-trimestre-54573.php

Sur douze mois glissant (d'août 2017 à août 2018), le nombre de défaillances d'entreprises recule de 6%, à 11 709 unités - 12 novembre 2018

C'est ce qu'indiquent les résultats de l'étude mensuelle de la Banque de France concernant les défaillances d'entreprises en France. Cependant, ces bons résultats sur un an sont entachés par la forte hausse du nombre de défaillances en glissement trimestriel : +8,8% entre juin-août 2018 et mars-mai 2018, soit 3 070 sociétés touchées.

Source :

> www.batiactu.com/edito/defaillances-entreprises-resultats-mitiges-construction-54593.php

Les règles professionnelles pour la conception et la réalisation des terrasses et des toitures végétalisées ont été actualisées - 13 novembre 2018

Dix ans après la précédente édition, l'Adivet, la CSFE et l'Enveloppe métallique du bâtiment cosignent l'actualisation des règles professionnelles pour la conception et la réalisation des terrasses et toitures végétalisées. L'acceptation du document par la Commission Prévention Produits (C2P) de l'Agence Qualité Construction (AQC) confirme l'aspect traditionnel des techniques qui sont évoquées et leur prise en considération par les assureurs au titre de techniques courantes.

Cette nouvelle édition insiste notamment sur la problématique des charges, la bonne connaissance et le respect des caractéristiques du système de végétalisation ou l'indispensable démarche d'entretien (complexe d'étanchéité et systèmes de végétalisation). La gestion des apports d'eau a été traitée en détail.

Ces règles sont téléchargeables gratuitement sur les sites des organisations professionnelles.

Source :

> www.cahiers-techniques-batiment.fr/article/edition-2018-des-regles-professionnelles-toitures-et-terrasses-vegetalisees.38269

A télécharger :

> « Règles professionnelles pour la conception et la réalisation des terrasses et toitures végétalisées » : www.hqegbc.org/wp-content/uploads/2018/10/18-05-RP-TTV-ed3.pdf

Le chiffre d'affaires moyen dans l'artisanat est en hausse de 2% au 3^{ème} trimestre 2018 - 16 novembre 2018

Selon l'Union des entreprises de proximité, le secteur de l'artisanat a été, au 3^{ème} trimestre 2018, un moteur de la croissance économique globale, avec une croissance en hausse de 2% (+2,5% sur un an).

Tous secteurs confondus, la croissance des entreprises de proximité a atteint 1,5%, entre juillet et septembre 2018, soit le troisième trimestre consécutif d'augmentation.

Dans le détail, les sociétés n'employant pas de salariés connaissent une baisse d'activité de 1%, et celles employant plus de 10 salariés voient leur chiffre d'affaires grimper de 2,5%.

Source :

> www.batiactu.com/edito/bon-troisieme-trimestre-entreprises-artisanales-54658.php

Ces deux guides techniques traitent des systèmes de ventilation mécanique contrôlée (VMC) double-flux autoréglables dans le résidentiel. Le premier est dédié à l'habitat individuel et le second à l'habitat collectif. Ils spécifient les règles techniques de conception, de dimensionnement, de mise en œuvre et de maintenance. Ils remplacent les recommandations professionnelles RAGE « VMC double-flux en habitat individuel » et « VMC double-flux en habitat collectif » publiées en mai 2015.

Source :

> www.programmepacte.fr/actualites/161118-ventilation-double-flux-dans-le-residentiel-publication-de-deux-guides-pacte

/// SOMMAIRE ///

/// FILIÈRES - PRESTATAIRES ///

Nomadéis publie une étude sur le secteur et les filières de production des matériaux et produits biosourcés utilisés dans la construction (à l'exception du bois) - 3 octobre 2018

Suite aux premiers travaux conduits en 2012 pour apporter des éléments quantitatifs et qualitatifs relatifs au développement de filières des matériaux biosourcés, la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages des ministères de la Transition écologique et solidaire et de la Cohésion des territoires a souhaité actualiser ces résultats. Les filières de matériaux biosourcés ont en effet connu un développement significatif ces dernières années.

Les filières de production de matériaux biosourcés étant caractérisées, entre autres, par l'intervention d'acteurs de secteurs très hétérogènes, deux approches complémentaires ont été retenues pour la conduite de l'étude :

1. une approche « par matière première » qui permet plus particulièrement une étude « par l'amont », selon les bassins de production agricole, les acteurs de la première transformation et de la fabrication ;
2. une approche « par type d'application » qui permet plus particulièrement une étude « par l'aval », en particulier des étapes de distribution et de mise en œuvre des produits ; permettant également la prise en compte de produits composés de plusieurs matières premières biosourcées.

Source :

> www.envirobat-oc.fr/Etude-sur-le-secteur-et-les-filières-de-production-des-matériaux-et-produits-biosourcés-utilisés-dans-la-construction-a-l

A télécharger :

> « Etude sur le secteur et les filières de production des matériaux et produits biosourcés utilisés dans la construction (à l'exception du bois) » : www.envirobat-oc.fr/IMG/pdf/0524_dgaln_-_etude_economique_biosourcés_vf-1.pdf

Menuiseries extérieures : la fenêtre PVC représente environ 60% du marché - 29 octobre 2018

La fenêtre-type, tant dans le neuf que dans la rénovation, est en PVC (60% des produits) au prix moyen HT de 350 € sans pose, 580 € en fabrication et pose, et 885 € en fourniture et pose. Il s'agit majoritairement d'une fenêtre à frappe, de couleur blanche, dont les performances thermiques sont inférieures à 1,4 W/m².K. Enfin, près de 7 fenêtres sur 10 sont certifiées NF. C'est ce que révèle une récente étude consacrée au marché français de la fenêtre en 2017 de l'Union des fabricants de menuiseries extérieures (UFME).

Source :

> www.batiactu.com/edito/menuiseries-exterieures-fenetre-pvc-domine-environ-54476.php

Le marché des isolants thermiques enregistre une hausse de 5% en 2017 - 9 novembre 2018

Selon la dernière étude réalisée par TBC Innovations, le marché total des isolants thermiques représente plus de 230 millions de m², soit près de 40 millions de m³ d'isolants posés (50,6% en construction neuve et 49,4% en rénovation). Les laines minérales sont les isolants les plus utilisés (50%), suivies des plastiques alvéolaires (40%), puis des isolants biosourcés (7%). L'isolation des toitures et combles demeure le principal débouché du marché, avec près de la moitié des superficies posées en 2017. Viennent ensuite l'isolation des murs, que ce soit en isolation par l'intérieur ou par l'extérieur, puis l'isolation des planchers et sols.

Source :

> <https://www.actu-environnement.com/ae/news/isolants-croissance-32355.php4>

Le 1^{er} contrat stratégique 2014/2017 a permis aux organisations professionnelles et syndicales, à l'Etat et aux Régions de travailler collégalement afin de mieux se structurer et dépasser des contraintes d'ordre technique, réglementaire ou organisationnelle. Ce 2^{ème} contrat s'engage à être plus conquérant par l'innovation, la numérisation, la formation, l'exportation, et plus terrain par une démultiplication des contrats régionaux en concertation étroite avec les interprofessions régionales et les Conseils régionaux. Il s'appuie sur trois projets structurants :

1. renforcer l'innovation collaborative « Cadre de vie : demain le bois » ;
2. réaliser de manière exemplaire les ouvrages olympiques et paralympiques des JO de Paris 2024 avec les solutions constructives bois et d'aménagements en bois « France Bois 2024 » ;
3. accélérer la transformation des entreprises de la filière.

Source :

> <https://franceboisforet.fr/2018/11/16/signature-du-contrat-strategique-de-filiere-bois-2018-2022/>

/// SOMMAIRE ///

/// BÂTIMENT - ENERGIE ///

Préservation des chiroptères et isolation thermique des bâtiments : le CEREMA publie un état des lieux des connaissances et des premières pistes d'actions - Septembre 2018

La France s'est engagée dans un programme de réduction de la consommation d'énergie à grande échelle, dans lequel le bâtiment est un secteur d'action prioritaire. Ceci devrait se traduire par une accélération des programmes de rénovation et d'isolation des bâtiments anciens, une évolution des équipements utilisés ainsi qu'une modification des caractéristiques techniques dans les bâtiments neufs. Ces nouvelles orientations d'économie d'énergie risquent cependant de se traduire par une modification et/ou réduction des potentialités d'accueil des chauves-souris. C'est pourquoi, la France souhaite mener une réflexion pour trouver des solutions ou moyens de conciliation permettant la mise en œuvre de sa politique énergétique tout en assurant la conservation des populations de chauves-souris. Cette étude, menée par le CEREMA, dresse un état des lieux sur la situation actuelle et propose des pistes d'actions à l'échelle nationale afin de faire progresser la connaissance et la prise en compte des chiroptères dans le cadre de la rénovation énergétique des bâtiments.

A télécharger :

> « Préservation des chiroptères et isolation thermique des bâtiments - Etat des lieux des connaissances et premières pistes d'actions » : www.plan-actions-chiropteres.fr/IMG/pdf_Chiro_isolation_thermique_FNowicki.pdf

30% des Français ont diminué leur consommation de chauffage l'hiver dernier, afin de limiter leurs factures d'énergie - 19 octobre 2018

C'est ce qu'il ressort du dernier baromètre Energie-Info. Environ 15% des personnes interrogées ont déclaré avoir souffert du froid chez eux et 9% ont admis avoir eu des difficultés à régler certaines factures liées à l'énergie. De leur côté, les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel déclarent avoir fait mettre en œuvre respectivement 450 000 et 94 000 suspensions de fourniture ou limitations de puissance à la suite d'impayés en 2017, hors trêve hivernale. Le Médiateur national de l'énergie, après avoir soutenu la mise en place du chèque énergie et de la trêve hivernale des coupures d'énergie, souhaite donc désormais que les bailleurs soient encouragés à effectuer les travaux indispensables à des conditions de vie correctes pour les locataires et qu'ils soient pénalisés si les logements n'atteignent pas un niveau de performance énergétique minimum.

Source :

> www.batiactu.com/edito/pres-un-francais-sur-six-souffre-froid-chez-lui-54500.php

Le site internet de l'Observatoire national de la précarité énergétique fait peau neuve - 25 octobre 2018

Plus ergonomique, plus épuré, le site de l'ONPE (<http://onpe.org>) propose tout un ensemble de ressources en matière de précarité énergétique : actualités, chiffres clés, fiches techniques, études et rapports, événements à venir, appels d'offres et appels à projets en cours, formations, etc.

Source :

> www.precarite-energie.org/Le-site-Internet-de-l-Observatoire-national-de-la-precarite-energetique-fait.html

Travaux de rénovation énergétique : environ 80% des Français ne connaîtraient pas les dispositifs d'aides existants - 8 novembre 2018

Selon le baromètre annuel Monexpert-rénovation-énergie.fr, seulement 41% des Français interrogés associent les travaux de rénovation énergétique à des financements publics dédiés, 8 personnes sur 10 étant par ailleurs incapables de citer une seule aide financière.

43% des sondés estiment que l'accès à une meilleure information sur les aides publiques disponibles serait le premier levier à actionner pour les inciter à réaliser des travaux de rénovation énergétique suivis de deux autres leviers : une meilleure visibilité des gains énergétiques et financiers réalisables (33%), et la simplification des démarches administratives accompagnant ce type de travaux (32%).

Source :

> www.batiactu.com/edito/renovation-energetique-changement-fenetres-plebiscite-54561.php

66% des Français savent désormais qu'ils peuvent changer de fournisseur d'électricité ou de gaz naturel (+16 points par rapport à 2017) - 13 novembre 2018

Selon la 12^{ème} édition du baromètre annuel Energie-Info sur l'ouverture des marchés, 66% des Français interrogés savent qu'ils peuvent changer de fournisseur s'ils le souhaitent et 62% connaissent la marche à suivre (contre 53% en 2017). Les Français sont de plus en plus nombreux à rechercher des informations (32% contre 20% en 2017), à se sentir bien informés (67% contre 59% en 2017) et à connaître au moins un autre fournisseur que le leur (51% contre 46% en 2017). Les fournisseurs d'énergie qui réalisent des campagnes de communication télévisées et du démarchage sont les plus cités. 21% des Français interrogés ont déclaré avoir déjà changé de fournisseur d'électricité ou de gaz naturel (contre 15% en 2017).

Le prix reste leur première motivation, mais les raisons environnementales sont plus souvent citées que l'année dernière (11% contre 4%). Enfin, 61% des personnes ayant répondu au sondage se disent favorables à la souscription d'une offre d'électricité verte, 51% à condition qu'elle soit moins chère ou au même prix que leur offre actuelle. Cette tendance devrait progresser dans les années à venir, puisque 80% des 18-34 ans sont favorables aux offres vertes.

Source :

> www.energie-mediateur.fr/publication/2018-12eme-edition-du-barometre-annuel-energie-info-sur-louverture-des-marches/

A télécharger :

> « Baromètre Energie-Info 2018 du médiateur national de l'énergie » : <https://t.co/AhD8NUQane>

Le Centre de ressources sur la réhabilitation responsable du bâti ancien (CREBA) est en ligne - 14 novembre 2018

Piloté par le CEREMA, l'Ecole des arts et métiers Paris Tech, le Laboratoire de recherche en architecture de l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse, l'association Maisons paysannes de France et l'association Sites et Cités remarquables de France, le CREBA a pour objectif d'aider l'ensemble des professionnels du bâtiment à mener des réhabilitations de qualité du bâti ancien (construit avant 1948), en croisant les enjeux énergétiques, patrimoniaux et techniques.

Le site internet du CREBA (www.rehabilitation-bati-ancien.fr) propose ainsi de nombreux outils et ressources pour aider les professionnels à adopter une approche globale et responsable de la réhabilitation énergétique du bâti ancien :

- un outil innovant d'aide à la décision permettant de tester et comparer différentes solutions de réhabilitations, d'en repérer les points de vigilance et de composer des bouquets de travaux responsables ;
- des fiches-résumés de ressources centralisées (études et ouvrages publiés au niveau local et national) qui traitent de la réhabilitation énergétique du bâti ancien ;
- des études de cas de réhabilitations responsables qui concilient préservation du patrimoine et amélioration énergétique ;
- une proposition de charte explicitant les critères d'une opération de réhabilitation dite « responsable » sur un bâti ancien au sens patrimonial, technique et énergétique.

Source :

> www.cerema.fr/fr/actualites/centre-ressources-rehabilitation-responsable-du-bati-ancien

/// SOMMAIRE ///

/// SANTÉ - HYGIÈNE - SÉCURITÉ ///

Systemes de ventilation mécanique : le CEREMA publie un rapport intermédiaire du projet VENTIL'acteurs - 8 octobre 2018

Le rapport intermédiaire du projet VENTIL'acteurs publié par le CEREMA livre les résultats d'une enquête réalisée auprès des professionnels au printemps 2018 sur les enjeux, les difficultés rencontrées et les propositions d'actions concrètes pour résoudre les dysfonctionnements récurrents des systèmes de ventilation mécanique dans les logements. Les résultats obtenus seront débattus d'ici à la fin de l'année avec les représentants des professionnels du bâtiment. L'objectif est de fédérer les initiatives et bâtir collectivement un plan d'actions permettant de résoudre les dysfonctionnements récurrents des systèmes de ventilation.

Source :

> www.cerema.fr/fr/actualites/projet-ventil-acteurs-mobiliser-acteurs-filiere-batiment

A télécharger :

> « **Projet VENTIL'acteurs - Rapport intermédiaire** » :
www.cerema.fr/system/files/documents/2018/10/C17LP0032_ADEME_Ventilacteurs_RapportIntermediaire_VF_WEB.pdf

En 2017, la fréquence des accidents du travail dans le secteur de la construction a reculé de plus de 3% par rapport à 2016 - 16 novembre 2018

La fréquence s'établit ainsi, en 2017, à 56,8 accidents du travail pour 1 000 salariés (contre 60 au titre de 2016). Le nombre d'accidents mortels a, lui, augmenté de 7,1% et le nombre de maladies professionnelles de 3,5%.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/sinistralite-dans-le-btp-des-progres-en-demi-teinte.2004609

/// SOMMAIRE ///

/// AUTRES THÈMES ///

L'association Qualitel publie un guide pour améliorer l'acoustique dans les logements collectifs lors de rénovations - Septembre 2018

Ce guide propose une méthodologie aux maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, bureaux d'études et entreprises qui se lancent dans une opération de rénovation et présente des exemples de solutions techniques permettant d'améliorer l'acoustique dans les bâtiments anciens. Objectif : améliorer la performance acoustique et ainsi le confort et la qualité de vie des occupants. Pour rendre ce guide le plus opérationnel possible, QUALITEL présente également des scénarios combinant les différentes solutions techniques.

Source :

> www.qualite-logement.org/actualites/les-actualites/ameliorer-lacoustique-dans-les-logements-nouveau-guide-qualitel.html

A télécharger :

> « **Rénovation : améliorer l'acoustique des logements collectifs** » :
www.qualite-logement.org/fileadmin/user_upload/documents/Referentiels_Documentation/Dossiers_Thematiques/Guide_acoustique.pdf

Vient de paraître : « Vers un tableau de bord de la Transition bas-carbone en France » - Octobre 2018

Publiée par le Think Tank de l'Institut du développement durable et des relations internationales, cette étude propose la création d'un tableau de bord de la Transition bas-carbone. Fondé sur un grand nombre d'indicateurs, celui-ci permettrait de disposer d'une vision détaillée et structurée de l'ensemble des transformations en matière de Transition bas-carbone, pouvant ensuite servir de socle de référence pour le suivi des différents plans stratégiques. Cette étude ainsi que le tableur qui l'accompagne sont à considérer comme un premier travail de préfiguration, mettant en lumière l'intérêt mais aussi la complexité de l'exercice.

Source :

> www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/etude/vers-un-tableau-de-bord-de-la-transition-bas-carbone-en-france

Transition énergétique : l'ADEME dévoila sa « Stratégie collectivités » pour les cinq prochaines années - 30 octobre 2018

A l'horizon 2022, l'ADEME ambitionne d'avoir réussi à amplifier l'engagement des collectivités, notamment les moins investies dans la Transition écologique et énergétique. Pour ce faire, quatre orientations stratégiques ont été choisies :

1. l'industrialisation pour massifier la transition ;
2. l'émergence de nouvelles solutions innovantes ;
3. la mobilisation de l'expertise pour renforcer la confiance ;
4. l'incitation des collectivités locales par des actions de communication ciblées.

L'ADEME souhaite également clarifier son rôle auprès des collectivités. Elle entend ainsi :

- faire bénéficier les territoires d'un appui et d'une mise à disposition de connaissances ;
- impulser le rassemblement des acteurs autour d'objectifs communs ;
- catalyser et démultiplier les initiatives locales et engager un dialogue renforcé.

En dehors de la Métropole, l'Agence adoptera une tactique spécifique pour les Outre-mer pour la période 2019-2021. Ce volet sera adapté à la réalité de ces territoires et à leur positionnement dans leur environnement.

Source :

> www.batiactu.com/edito/ademe-devoile-sa-strategie-collectivites-54494.php

Toitures végétalisées et biodiversité : l'Agence régionale de la biodiversité en Île-de-France publie les premiers résultats de l'étude GROOVES - 15 novembre 2018

Pour aller plus loin dans la connaissance de l'intérêt des toitures végétalisées pour la biodiversité et leur capacité à délivrer un cortège de services écosystémiques, l'Agence régionale de la biodiversité en Île-de-France mène une campagne d'inventaires taxonomiques poussés et de mesures de certains services écosystémiques associés (sol et hydrologie) sur un échantillon de toitures végétalisées situées en zone urbaine dense d'Île de France. Ce travail est couplé à un état des lieux des pratiques de conception et de gestion de ces aménagements ainsi qu'à une analyse des coûts de réalisation et d'entretien.

Ce projet dénommé GROOVES (Green ROOfs Verified Ecosystem Services) d'une durée de trois ans vise à :

- mieux comprendre la contribution des toitures végétalisées à l'accueil de la biodiversité et aux fonctions écologiques ainsi qu'aux services écosystémiques que celles-ci fournissent (régulation, support, récréatifs) ;
- analyser les différences entre les systèmes constructifs (extensifs, semi-intensifs et intensifs) et leurs intérêts respectifs ;
- mieux conseiller la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre sur la conception et la gestion optimale de ces ouvrages pour la biodiversité et les services écosystémiques ;
- conduire une analyse économique comparative des différents systèmes et proposer des préconisations en fonction des typologies de bâtiments (neuf/ancien ; grande portance ou non, ...).

Source :

> www.arb-idf.fr/article/toitures-vegetalisees-et-biodiversite-premiers-resultats-de-letude-grooves

A télécharger :

> « Biodiversité et services écosystémiques des toitures végétalisées - Dossier des partenaires - Année 1 » : www.arb-idf.fr/sites/arb-idf/files/document/article/arb_grooves_bilan_partenaires_annee_1.pdf

/// SOMMAIRE ///



Les membres du Réseau Bâtiment Durable

Alliance HQE-GBC - AQUAA - Bourgogne Bâtiment Durable
Cd2e - Cluster éco-habitat - Cluster éco-énergies - Collectif Effinergie
Ekopolis - EnvirobatBDM - Envirobat Centre - Envirobat Occitanie
Envirobat Grand Est - Envirobat Réunion - Globe 21
Novabuild - Noveco - Pôle CREAHD - Pôle énergie Franche-Comté
Réseau Breton Bâtiment Durable - S2e2 - Terra'noi
Ville & Aménagement Durable

Avec le soutien technique et financier de :



Crédits photos page de couverture (de gauche à droite) :

Prototype Terra Nostra Confluence © VAD - SYDESL © ADEME Bourgogne-©Pierre COMBIER-Nicolas FAVET Architectes - Résidence en habitat participatif MasCobado à Montpellier © Ecobatp LR